



Dr. Olivier Buirette

Depuis 2014 et le début de la crise ukrainienne, ce que l'on appelle la Guerre du

Donbass a laissé la communauté internationale dans l'impasse.

En effet, le second protocole de Minsk signé en 2015 laissait une porte ouverte vers la création d'une Ukraine confédérale en faisant une large place à l'autonomie des régions russophones de l'Est du pays qui sont au cœur du problème. Cette question serait sans doute moins épineuse s'il n'y avait pas l'affaire de la péninsule de Crimée que Moscou a annexée en mars 2014, entérinant la situation par un referendum non reconnu par la communauté internationale. Ce referendum est par ailleurs renforcé par d'importantes fêtes aéronavales qui ont lieu plusieurs fois par an en présence du président russe Vladimir Poutine, mais également par l'inauguration du très symbolique pont de Crimée le 16 mai 2018, reliant la péninsule à la métropole russe. La situation semblait donc bloquée, d'autant plus que la bavure de la destruction, sans doute par erreur, du vol de la Malaysia Airlines MH 17, qui

Le sommet ukrainien du 9 décembre 2019

devenait lier les Pays-Bas à Kuala Lumpur (298 morts), devait désigner comme responsables les séparatistes prorusse du Donbass équipés d'un lance-missile fourni par Moscou.

À plusieurs reprises, la France autour de la diplomatie active menée par le président Emmanuel Macron et relayée par la chancelière Angela Merkel devait tenter une sortie de crise. Une reprise du processus de paix était d'autant plus espérée avec l'arrivée au pouvoir en Ukraine de Volodymyr Zelensky, un président de 41 ans, mais surtout un président non nationaliste comme le dira Poutine lui-même. L'état même de l'Ukraine porte en effet à tendre, pour faire simple, à une division binaire du pays. Tout d'abord, nous avons la partie ouest pro-occidentale autour de l'actuelle capitale Kiev. Celle-ci fut sous contrôle lituano-polonais du XIV^e siècle à 1772, tandis qu'une partie encore plus occidentale fut sous contrôle austro-hongrois jusqu'en 1914. La seconde partie du pays n'est autre que l'est du territoire ukrainien qui s'organise autour de la ville de Kharkov, soit un espace profondément russe et

conquis par les cosaques face à l'Empire ottoman au XVII^e siècle.

Une situation fort complexe qui devait mener, après la révolution pro-occidentale de l'Euromaidan (novembre 2013 – mai 2014), à cette scission du pays provoquant une guerre et une crise qui a fait depuis 2014 près de 13 000 morts. La conférence du 9 décembre qui s'est déroulée à Paris devait donc réunir Emmanuel Macron, Angela Merkel, Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine. L'Allemagne souhaiterait que soit accepté ce que l'on appelle la « formule Steiner », c'est-à-dire un condensé des seconds accords de Minsk sur un statut autonome des régions russes, mais sous réserve de la tenue d'élections libres au sein de celles-ci. Si ce préalable était accepté, nous pourrions aller vers une solution du conflit, mais que deviendrait alors la question ukrainienne ?

Le sommet a fait état de quelques avancées, mais sans plus. Néanmoins, il ouvre une voie face à une situation bloquée depuis un certain temps. Ainsi, malgré de nombreuses divergences, on s'est mis d'accord sur les points suivants :

- Un cessez-le-feu intégral avant la fin de l'année, accompagné d'un élargissement du mandat de l'OSCE pour en observer le respect.

- Un échange bilatéral de prisonniers entre l'Ukraine et la Russie d'ici au 31 décembre sous contrôle des ONG internationales.

- La relance d'un plan de déminage de la zone du conflit, associé à la création de nouveaux points de passage pour les populations civiles et de trois zones supplémentaires de désengagement des forces armées le long de la ligne de front d'ici mars 2020, en plus des trois qui ont déjà été mises en place.

Le rendez-vous est pris pour la poursuite des discussions dans quatre mois, soit en mars 2020. Souhaitons que cette progression se poursuive, mais on peut douter d'un retour à la situation initiale, car tout ceci ne fait que quelque part entériner les accords de Minsk. Toutefois, nous sommes peut-être enfin à la première étape d'une sortie de ce conflit, ce qui serait pour le début des années 20 du XXI^e siècle un beau succès européen.

L'OTAN se laisse un sursis et tente de conjurer sa future « mort cérébrale » prophétisée par Emmanuel Macron

Les 3 et 4 décembre derniers se tenait le sommet de l'OTAN à Londres, réunissant les chefs d'États et de gouvernements de 29 pays, en particulier ceux des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni ou encore de la Turquie. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette réunion était placée sous le signe de discordes internes comme externes. Externes parce que le terrorisme, la Chine et la Russie continuent d'inquiéter les pays membres. Internes parce que, outre l'intervention turque en Syrie et les problèmes liés à la volonté des Américains de répartir encore plus le financement de la sécurité collective, une vidéo de l'actuel Premier ministre canadien et du président français semblant se moquer de Donald Trump a profondément agacé le président américain. D'autant plus que les déclarations dans l'hebdomadaire *The Economist* d'Emmanuel Macron postulant que l'OTAN était en situation de « mort cérébrale » avaient créé le terreau propice à de sévères dissensions. C'est dans ce contexte on ne peut plus tendu que s'est déroulé le Sommet, marquant les 70 ans de la création de l'OTAN.

Le trublion Trump

On l'attendait fidèle à son habitude, c'est à dire perturbateur et sous le feu des projecteurs, et nous ne fûmes pas déçus. Donald Trump a bel et bien été au centre de l'attention, multipliant les déclarations polémiques vis-à-vis de ses homologues français et canadiens.

C'est d'abord Emmanuel Macron qui a essuyé les foudres du 45^e président des États-Unis. Un mois avant le Sommet, Emmanuel Macron s'alarmait sur la nécessité de « clarifier les finalités stratégiques de l'OTAN », avant de plaider à nouveau pour « muscler » un projet d'Europe de la défense indépendante des

décisions américaines. Des déclarations qualifiées de « très insultantes » par Donald Trump qui a sauté sur la première occasion pour tacler le président français alors que ce dernier s'exprimait sur l'épineuse question du terrorisme et des djihadistes européens : « C'est pour ça que c'est un grand homme politique, parce que c'était l'une des meilleures non-réponses que je n'ai jamais entendues ».

Puis ce fut au tour de Justin Trudeau de subir les foudres de l'homme d'affaires. Accusé de s'être moqué du président, le Premier ministre canadien a été qualifié « d'hypocrite » par un Trump visiblement vexé puisque ce dernier a même décidé d'annuler sa conférence de presse finale. Mais derrière ces altercations dignes d'une cour de récréation se cachaient de véritables défis auxquels les pays membres se devaient de trouver des solutions afin d'élaborer une attitude commune.

Conflits, tensions et nouveaux enjeux pour l'OTAN

Tout d'abord, la France et la Turquie ont, au terme de tumultueuses négociations, fini par trouver un terrain d'entente sur la question du terrorisme. C'est ainsi que la version finale du texte approu-

vée par les membres de l'OTAN stipule que l'organisation condamne le terrorisme « sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations » et le considère comme « une menace persistante pour tous ». Un accord de façade qui devrait calmer la discorde entre les deux pays, du moins pour le moment.

Un autre des défis alimentant débats et réactions est celui de la montée toujours plus croissante de la Chine en tant que grande puissance mondiale. Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a d'ailleurs évoqué « l'influence grandissante » de la Chine, laquelle est considérée comme « un défi », mais présente aussi « des opportunités » économiques. Néanmoins, l'acquisition par Pékin d'armements ultramodernes, dont des missiles intercontinentaux capables d'atteindre l'Europe et les États-Unis, pose désormais problème aux membres de l'OTAN qui souhaitent discuter avec le gouvernement chinois de la révision des traités sur la maîtrise des armements.

La déclaration des 70 ans de l'OTAN évoque également d'autres enjeux sécuritaires, dont la technologie 5G, qui côtoie pour la première fois les menaces hybrides et cyber. Surtout, la Russie

continue à inquiéter l'Alliance qui voit en Moscou une menace grandissante. Les tensions diplomatiques sont d'ailleurs monnaie courante avec le pays de Vladimir Poutine comme l'illustre la décision de Berlin d'expulser deux diplomates russes après avoir établi la responsabilité de Moscou dans une nouvelle affaire d'assassinat d'opposant politique en Europe. Mais pour l'OTAN le dialogue reste possible à condition que le Kremlin s'y montre disposé « par ses actions ».

Quelles finalités pour l'Alliance ?

L'OTAN cherche à se restructurer pour faire face à ses nouveaux défis. C'est dans cette optique qu'une mission a été assignée à l'organisation : lancer, sous les auspices de Jens Stoltenberg, un « processus de réflexion prospective », dans le but de « renforcer la dimension politique de l'OTAN ». Derrière ces formules pompeuses se cache la volonté de répondre aux accusations de « mort cérébrale » de l'OTAN du président français, ce dernier estimant que les discussions au sein de l'organisation ne devraient pas seulement concerner les budgets alloués à l'organisation, mais devraient prendre une teinte plus politique afin de redéfinir et de préciser les contours des finalités stratégiques de l'Alliance.

Un coup de pied dans la fourmière, certes nécessaire, mais peut-être insuffisant pour redorer le blason d'une organisation vacillante. Car si l'OTAN compte parmi ses membres certaines des Nations les plus puissantes du monde, il n'en reste pas moins que ces dernières semblent de plus en plus divisées sur de nombreuses questions et préfèrent agir en solitaire sur la scène internationale, rendant de facto le rôle de l'organisation caduc.

* Victor Mottin

